



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### Travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries en Forêts Domaniales de Pays de La Loire

#### MARCHE DE TRAVAUX

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

#### ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2026-8320-001

#### Objet de la consultation

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries en Forêts Domaniales de Pays de La Loire.

#### Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine/ Agence Territoriale Pays de la Loire, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2.

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Mme Johanne PERTHUISOT, Directrice territoriale Centre Ouest Aquitaine, 100 Boulevard de la Salle 45760 Boigny sur Bionne.

## SOMMAIRE

<b>MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE.....</b>	<b>1</b>
<b>(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....</b>	<b>1</b>
<b>1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>4</b>
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	4
<b>2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
2.2. PROCEDURE.....	4
<b>3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
3.1. STRUCTURE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.1. <i>Forme de l'accord-cadre</i> .....	5
3.1.2. <i>Allotissement – Lieu d'exécution</i> .....	5
3.1.3. <i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i> .....	5
3.1.4. <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</i> .....	5
3.1.5. <i>Variantes</i> .....	6
3.2. DUREE.....	6
3.3. COTRAITANCE.....	6
3.4. SOUS-TRAITANCE .....	6
3.5. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS QUI FONT COURIR UN DELAI .....	6
<b>4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>6</b>
<b>5 CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>7</b>
5.1. EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
5.2. INTERVENANTS .....	7
5.2.1. <i>Conduite d'opération</i> .....	7
5.2.2. <i>Maîtrise d'œuvre</i> .....	7
5.2.3. <i>Contrôle technique</i> .....	7
5.2.4. <i>Coordination Sécurité - Protection de la santé</i> .....	7
5.2.5. <i>Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)</i> .....	7
5.2.6. <i>Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux</i> .....	7
5.2.7. <i>Implantation des ouvrages</i> .....	8
5.2.8. <i>Rencontre préalable</i> .....	8
5.2.9. <i>Organisation, hygiène et sécurité des chantiers</i> .....	8
5.2.10. <i>Registre de chantier</i> .....	9
<b>6 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>9</b>
6.1. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES .....	9
6.2. PASSATION DES COMMANDES.....	9
6.2.1. <i>Modification d'un bon de commande</i> .....	9
6.2.2. <i>Suspension d'un bon de commande</i> .....	10
6.2.3. <i>Résiliation d'un bon de commande</i> .....	10
<b>7 OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>10</b>
7.1. OPERATIONS DE VERIFICATION .....	10
7.2. RECEPTION DES TRAVAUX.....	10
7.3. RECEPTION AVEC RESERVES .....	11
7.4. PRISE DE POSSESSION .....	11
7.5. DELAI DE GARANTIE.....	11
7.6. GARANTIES PARTICULIERES.....	12
7.6.1. <i>Garantie dite "de bon fonctionnement"</i> .....	12

7.6.2.	<b>Garantie particulière pour matériels et matériaux de type nouveau</b>	12
7.7.	<b>DOCUMENT A FOURNIR APRES EXECUTION</b>	12
8	<b>DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES</b>	12
8.1.	<b>SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER</b>	12
8.1.1.	<i>Principes généraux</i>	12
8.1.2.	<i>Autorité du coordonnateur SPS</i>	12
8.1.3.	<i>Moyens donnés au coordonnateur SPS</i>	12
8.2.	<b>GESTION DES DECHETS DE CHANTIER</b>	13
8.2.1.	<i>Principes généraux :</i>	13
8.2.2.	<i>Contrôle et suivi des déchets de chantier</i>	13
8.3.	<b>DISPOSITION APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS</b>	13
8.4.	<b>LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE</b>	14
8.5.	<b>ASSURANCE/S</b>	14
8.5.1.	<i>Responsabilité civile</i>	14
8.5.2.	<i>Décennale</i>	14
8.6.	<b>MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE</b>	14
9	<b>PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES DANS LES PRIX - VARIATION DANS LES PRIX</b>	15
9.1.	<b>UNITE MONETAIRE</b>	15
9.2.	<b>FORME ET CONTENU DES PRIX</b>	15
9.2.1.	<i>Nature des prix</i>	15
9.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	15
9.2.3.	<i>Sous détail de prix - Obligations particulières du titulaire</i>	15
9.3.	<b>PRESTATIONS NON PREVUES – CREATION DE NOUVEAUX PRIX</b>	15
9.4.	<b>REVISION DES PRIX</b>	16
9.5.	<b>PRESENTATION DE LA REVISION</b>	16
9.6.	<b>ENCADREMENT DES PRIX</b>	16
9.7.	<b>MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT</b>	16
9.7.1.	<i>Avance</i>	16
9.7.2.	<i>Facturation - Acompte</i>	Erreur ! Signet non défini.
9.7.3.	<i>Dématérialisation des factures</i>	Erreur ! Signet non défini.
9.7.4.	<i>Paieement des sous-traitants</i>	Erreur ! Signet non défini.
9.7.5.	<i>Mode de règlement - Délai global de paiement</i>	17
9.7.6.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	18
10	<b>RETENUE DE GARANTIE</b>	18
11	<b>PENALITES ET PRIMES - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES</b>	18
11.1.	<b>PENALITES POUR RETARD</b>	18
11.2.	<b>PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE</b>	19
11.3.	<b>EXECUTION DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</b>	19
12	<b>DROIT, LANGUE</b>	19
13	<b>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	19
12.1	<b>TRAVAILLEURS ETRANGERS</b>	19
12.2	<b>TRAVAIL CLANDESTIN</b>	20
12.3	<b>TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES</b>	20
12.4	<b>PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR</b>	20
13	<b>CONDITIONS DE RESILIATION</b>	20

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine/ Agence Territoriale Pays de la Loire, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2.

### 1.2. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est M. Sylvain COSTA, Chef du service financier territorial Centre Ouest Aquitaine, 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges.

### 1.3. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est

**Christophe Launay**

Responsable Sylviculture / Chargé de travaux

SERVICE FORET AGENCE PAYS DE LOIRE

19 Boulevard Paixhans – CS 61325 - 72 013 Le Mans Cedex 2

Tél : 0616684379

[christophe.launay@onf.fr](mailto:christophe.launay@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre administratif et juridique est Yamina KECHEROUD, Responsable territoriale achat de la Direction territoriale achat, 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges.

### 1.4. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

## 2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries en Forêts Domaniales de Pays de La Loire.

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-Travaux) (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux- NOR: ECOM2106871A publié au JO du 1er avril 2021).

La description des travaux à réaliser et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

### 2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la

commande publique.

### **Classification CPV**

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

45233140-2	Travaux routiers
45233142-6	Travaux de réparation de routes
45233160-8	Chemins et autres aires empierrées

## **3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE**

### **3.1. Structure de l'accord-cadre**

#### **3.1.1. Forme de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

#### **3.1.2. Allotissement – Lieu d'exécution**

L'accord-cadre fait l'objet de 6 lots séparés dont les montants minimum et maximum annuels de commandes sont les suivants :

Lots	Objet	Lieu d'exécution	Montant maximum annuel € HT
Lot 1	travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries forestières	Forêt Domaniale de Perseigne (72)	25 000
Lot 2	travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries forestières	Forêts Domaniales de Sillé -le -Guillaume et de La Petite Charnie (72)	25 000
Lot 3	travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries forestières	Forêt Domaniale de Bercé (72)	25 000
Lot 4	travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries forestières	Forêts Domaniales de Chandélais / Milly / Monnaie-Pontménard / Longuenée (49)	25 000
Lot 5	travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries forestières	Forêt Domaniale du Gâvre (44)	25 000
Lot 6	travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries forestières	Forêts Domaniales de Mervent et du Bocage Vendéen (85)	25 000

#### **3.1.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre**

Chaque lot est attribué à un seule et même soumissionnaire.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation, mais ne pourront être attributaire que de 3 lots au maximum. Néanmoins, un soumissionnaire pourra être attributaire d'un nombre plus important de lot dans l'hypothèse où il serait l'unique candidat sur certain lot et à la condition que son offre soit acceptable. Dans ce cas, le soumissionnaire sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots et en fonction de recueillir son accord.

#### **3.1.4. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

### 3.1.5. Variantes

Il n'est pas prévu de variantes.

### 3.2. Durée

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de douze (12) mois, reconductible trois (3) fois un (1) an dans les mêmes termes.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de trois (3) mois avant l'échéance en cours.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

### 3.3. Cotraitance

La cotraitance est autorisée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de groupement solidaire, nonobstant la désignation d'un mandataire du groupement, chacun des membres du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des autres membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

### 3.4. Sous-traitance

Compte tenu de la nature des travaux, la sous-traitance n'est pas souhaitée, sauf pour ce qui concerne des travaux très spécialisés, sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats justifiant que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L2141-14 du code de la commande publique,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du Commerce ou au registre des Métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

### 3.5. Forme des notifications et informations qui font courir un délai

Les notifications et échanges sont envoyés aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement, soit de façon dématérialisée, soit par courrier.

- par échange dématérialisé, selon les modalités suivantes :  
Un courriel est adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire qui devra en accuser réception par courriel dans le délai de 24 heures ouvrées. Passé ce délai, le courriel est réputé réceptionné par le titulaire et les différents délais commencent à courir.
- par courrier : courrier recommandé avec accusé de réception.

## 4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi
- le règlement national des travaux et services forestiers (RNTSF)
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG-travaux) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 8 septembre 2009, portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux)
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- le mémoire technique
- Plans et annexes techniques

Les pièces générales étant réputées connues des entreprises, ne sont pas matériellement jointes à l'accord-cadre. Les documents et normes techniques sont précisés dans le CCTP ainsi que leurs modalités d'application. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5 CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 5.1. Exécution des travaux

Les travaux à réaliser, leur nature et les délais de réalisation seront fixés par les bons de commandes selon les modalités fixées à l'article 6.2 ci-après.

### 5.2. Intervenants

#### 5.2.1. Conduite d'opération

Sans objet.

#### 5.2.2. Maîtrise d'œuvre

Une mission de maîtrise d'œuvre sera assurée par le chef du service à l'origine de la commande, précisée sur chaque commande, pour la définition des travaux à réaliser, la direction, la surveillance et la réception des travaux.

#### 5.2.3. Contrôle technique

Sans objet.

#### 5.2.4. Coordination Sécurité - Protection de la santé

Sans objet

#### 5.2.5. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet.

#### 5.2.6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

##### 5-1-3-1-Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

##### 5-1-3-2-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

### **5-1-3-3-Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

### **5.2.7. Implantation des ouvrages**

Sans objet.

### **5.2.8. Rencontre préalable**

Avant le début des travaux, une rencontre préalable sur le terrain en présence du titulaire, ou son représentant, et du responsable du suivi de l'exécution des travaux devra avoir lieu. Elle donnera lieu au rappel des éléments du CCTP et des modalités d'intervention (phasage, signalisation des chantiers...).

A la notification des bons de commande, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours avant le démarrage des prestations pour permettre l'approvisionnement, l'organisation du chantier et le cas échéant, la vérification de la mise en œuvre du plan de prévention ou la production d'un PPSPS

### **5.2.9. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

#### **5-2-9-1-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Dans le cas (précisé à l'occasion de chaque commande) d'une opération faisant l'objet d'une coordination de sécurité et de protection de la santé, conformément aux dispositions de l'article R237-1 et suivant du code du travail, le maître d'ouvrage nomme un coordonnateur de sécurité.

Le maître d'ouvrage s'assure directement auprès des chefs d'entreprises de la mise en œuvre effective des mesures de prévention définies dans le plan de prévention.

#### **5-2-9-2-Signalisation des chantiers**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée conformément à la réglementation suivante :

- La signalisation des chantiers doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière: \*livre I signalisation des routes, défini par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, et aux guides techniques: Manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles et aux routes à chaussées séparées.
- Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.
- La signalisation au droit du chantier est réalisée par l'entreprise.
- La signalisation de déviation est à la charge du maître de l'ouvrage.
- Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.
- Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.
- Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté des Effets de Protection Personnels réglementaires adaptés à la situation (un gilet rétro réfléchissant...).
- Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et rétro réfléchissantes.



- Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c:matériels mobiles alinéa 2-feux spéciaux- de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I-8ème: signalisation.
- En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.
- Les mesures prises en matière de signalisation de chantier doivent être conformes aux documents de prévention élaborés dans le cadre du marché.

### **5-2-9-3-Utilisation des voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable.

### **5-2-9-4-Autorisations administratives**

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG Travaux sont applicables.

### **5-2-9-5-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire**

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 46.1 ou 48 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

#### **5.2.10. Registre de chantier**

Pour chaque commande, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné sur la commande, la liste exhaustive de son personnel habilité à intervenir sur le chantier.

## **6 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **6.1. Prescriptions techniques**

La nature des travaux et les dispositions techniques sont indiquées au CCTP.

### **6.2. Passation des commandes**

Les prestations sont commandées au titulaire par émission de bon de commande émis par le représentant de l'ONF et adressé par courriel au titulaire, la date de l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des travaux.

Les commandes sont adressées au titulaire par l'ONF sur la base des prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des travaux commandés n'excède pas trois (3) mois pour le dernier bon de commande.

#### **6.2.1. Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les travaux objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation des travaux modifiés. Les modalités d'indemnités suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **6.2.2. Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des travaux, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

### **6.2.3. Résiliation d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

## **7 OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **7.1. Opérations de vérification**

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 (quinze) jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement de ses travaux.

En application de l'article 41 du CCAG-travaux la réception a lieu en une seule fois, à la diligence du titulaire qui, par écrit, avise les maîtres d'ouvrage et d'œuvre de la date à laquelle il envisage que les travaux ont été achevés ou le seront.

### **7.2. Réception des travaux**

Dans un délai maximum de vingt jours, à dater de l'avis ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure, le maître d'œuvre procède, en présence du titulaire dûment convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-travaux les opérations préalables à la réception comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire du marché. Si ce dernier refuse de le signer, il en est fait mention.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au dit procès-verbal qui lui est alors notifié.

Dans le délai de cinq jours ouvrés suivant la date du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception, et dans l'affirmative, la date d'achèvement

des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a, éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves. S'il propose la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les dix jours suivant la date du procès-verbal.

À défaut de décision du maître d'ouvrage, notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'œuvre sont considérées comme acceptées.

La réception, si elle est prononcée ou réputée comme telle, prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

### **7.3. Réception avec réserves**

S'il apparaît que certains travaux prévus au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutés, le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces travaux dans un délai qui n'excède pas 1 (un) mois.

La constatation de l'exécution de ces travaux doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur ou en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire (cf. article "exécution des travaux aux frais et risques").

### **7.4. Prise de possession**

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra prendre possession de certains locaux/ ouvrages avant la réception, sous réserve que soit réalisé au préalable un état des lieux contradictoire. Le titulaire pourra notifier ses réserves au pouvoir adjudicateur s'il estime que l'utilisation des locaux risque de détériorer l'ouvrage avant sa réception.

Sous réserve des malfaçons qui lui seraient imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des locaux mis à la disposition du pouvoir adjudicateur.

### **7.5. Délai de garantie**

Le délai de la garantie dite "de parfait achèvement" est, sauf prolongation décidée, fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, indépendamment des obligations qui peuvent résulter du présent marché, le titulaire du marché est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus à l'article "Réception avec réserves" du présent CCAP ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées ;
- d) Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

À l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles.

## **7.6. Garanties particulières**

### **7.6.1. Garantie dite "de bon fonctionnement"**

Le délai de la garantie dite "de bon fonctionnement" applicable aux éléments d'équipements est fixé à deux ans (article 1792-3 du code civil).

### **7.6.2. Garantie particulière pour matériels et matériaux de type nouveau**

Si le titulaire propose dans son offre d'utiliser des matériaux et matériels de type nouveau, celui-ci garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) décrit(s) en annexe, pendant le délai de dix ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'œuvre par un (des) matériau(x) et fourniture(s) traditionnel(s) adapté(s) aux besoins de la réalisation du programme.

## **7.7. Document à fournir après exécution**

Le titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre, en un exemplaire papier plié au format A4, au plus tard lorsqu'il demande la réception (en dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux) l'ensemble des documents D.O.E, les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les documentations des produits, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

Les documents seront également remis sur support CD-ROM ou clé USB sous les formats suivants :

- Texte : Fichier WORD 2010
- Tableau : Fichier EXCEL 2010
- Plans : Fichier AUTOCAD 14

## **8 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES**

### **8.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

#### **8.1.1. Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire, en application des dispositions du code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom "coordonnateur SPS"

Les mesures de prévention décrites au plan général de coordination (PGC) concernant l'hygiène et la sécurité font partie intégrante du marché et sont applicables à l'ensemble des entreprises titulaires, cotraitantes ou sous-traitantes, et travailleurs indépendants.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au code du travail

#### **8.1.2. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que les procédures de travail qui interfèrent.

En cas de constat de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, demander l'immobilisation de tout ou partie du chantier, jusqu'au rétablissement des conditions de sécurité.

#### **8.1.3. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### **➤ Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### **➤ Obligation du titulaire**

Les titulaires communiquent directement au coordonnateur SPS :

- le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et additifs le cas échéant avant intervention. L'absence de remise du PPSPS et additifs par le titulaire ou cotraitant ou sous-traitant fait obstacle à tout engagement de travaux y compris l'approvisionnement.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- dans les cinq jours ouvrés qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- la copie des déclarations d'accidents du travail

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur et les intervenants définis dans le PGC.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet. Le titulaire informe le coordonnateur SPS de son/ses intervention/s au titre de la garantie de parfait achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses travaux, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal.

Les retards d'exécution d'une entreprise pouvant provenir du non-respect de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité seront imputables à l'entreprise qui a généré le risque à l'origine de l'arrêt des travaux.

#### ➤ **Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance, les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail. Notamment lors de la recherche de candidats sous-traitants, il joint aux autres documents de consultation :

- le plan général de coordination (PGC)
- son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

## **8.2. Gestion des déchets de chantier**

### **8.2.1. Principes généraux :**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux objet du marché est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

### **8.2.2. Contrôle et suivi des déchets de chantier**

Conformément à l'article 36.2 du CCAG-travaux, afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG-travaux.

## **8.3. Disposition applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

- "J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché de travaux d'entretien des réseaux d'assainissements de voiries en Forêts Domaniales de Pays de La Loire.
- Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article "Prix et mode d'évaluation des prestations dans les prix - variation dans les prix" du présent document.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

#### **8.4. Lutte contre le travail dissimulé**

Les certificats mentionnés à l'article R.2143-7 du code de la commande publique sont **à produire tous les six mois** par le titulaire et ses éventuels cotraitants et sous-traitants jusqu'à la fin de l'exécution du marché : sont ici visées les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

En cas d'inobservation, le présent marché pourra être résilié après mise en demeure restée infructueuse sans que le titulaire ou ses ayants droit puisse prétendre à une quelconque indemnité et, le cas échéant, avec exécution des travaux à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.

Ces motifs de résiliation ne préjugent pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intenter.

#### **8.5. Assurance/s**

Le titulaire est tenu de souscrire les contrats d'assurance nécessaires à la garantie des diverses responsabilités que son entreprise peut encourir dans l'exercice de sa mission.

Il devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

##### **8.5.1. Responsabilité civile**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et de la reconduction du marché, et avant tout commencement d'exécution, il devra justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution du marché.

##### **8.5.2. Décennale**

Sans objet.

#### **8.6. Modifications affectant le titulaire**

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, forme juridique, dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité, une fusion, un rachat ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Le marché sera éventuellement modifié si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur estime que les modifications ont des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché, ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, il dispose de la possibilité de résilier le marché.

**9 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES DANS LES PRIX - VARIATION DANS LES PRIX****9.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est l'euro.

**9.2. Forme et contenu des prix****9.2.1. Nature des prix**

Le marché est traité à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

**9.2.2. Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations,
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier,
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.
- de l'accomplissement des démarches et renseignements nécessaires (DICT) à la bonne exécution du chantier (conformément au Décret 2011-241 du 5 octobre 2011),
- en tenant compte du lien d'implantation de la centrale repris en annexe 1 de l'AE qui servira de base pour le calcul des coûts de transport pendant toute la durée du marché.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

**9.2.3. Sous détail de prix - Obligations particulières du titulaire**

Dans le délai de 20 jours à compter de la demande formulée par le Maître d'ouvrage, le candidat devra fournir tous les documents permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par le candidat (sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires).

**9.3. Prestations non prévues – Création de nouveaux prix**

Dans le cas où des travaux autres que ceux prévus dans le bordereau des prix unitaires s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que ceux de l'offre de base.

Dans le cas où ces travaux ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres travaux futurs similaires.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.



Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence, et, en cas de dépassement prévisible du montant maximum de l'accord-cadre, un avenant devra être préalablement conclu.

#### **9.4. Révision des prix**

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisables dans les conditions suivantes :

A l'initiative du titulaire, les prix pourront être révisés une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre, en appliquant aux prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante:

$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$  dans laquelle :

P	=	Prix hors taxe révisé
P <sub>0</sub>	=	Prix hors taxe précédant l'année de reconduction
I	=	Indice

Les indices d'ajustement seront les derniers indices connus au premier jour du mois anniversaire de l'accord-cadre

Les indices de base seront les mêmes 12 mois auparavant.

#### **9.5. Présentation de la révision**

Lors de chaque révision, le titulaire produira à l'appui de sa première facture un mémoire de révision qui en développera le calcul, ainsi que le bordereau des prix unitaires révisé.

#### **9.6. Encadrement des prix**

En cas d'engagements souscrits par la profession dans le cadre d'une réglementation des prix, les accords de régulation ou de toutes autres dispositions législatives ou réglementaires se substitueront à la présente formule.

#### **9.7. Modalités essentielles de paiement**

##### **9.7.1. Avance**

Sans objet.

##### **9.7.2 Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

##### **9.7.3 Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° en 2026-8360-001 lot n°XX ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;



- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.**

#### **9.7.4 Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 46000XXXXXX (numéro communiqué au moment de l'attribution du marché)
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :  
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116003020
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### **9.7.5 Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### **9.7.6 Mode de règlement - Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 9.7.7 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## 10 RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

## 11 PENALITES ET PRIMES - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

### 11.7 Pénalités pour retard

En cas de retard dans les délais fixés par le présent marché, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il sera appliqué à partir du terme du délai fixé, des pénalités dont les montants détaillés par type de délais et leurs modalités de calcul sont définis ci-après :

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans le délai fixé pour l'exécution des travaux	200	par jour calendaire
Retard dans les délais fixés par ordre de service ou compte-rendu de chantier pour le nettoyage et la remise en état du chantier en cours de travaux et en fin de chantier	100	par jour calendaire
Absence aux rendez-vous de chantier non justifiée 48 heures à l'avance	150	par absence
Retard dans la remise des pièces techniques dans le délai de 10 jours à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le début des travaux	100	par jour calendaire et par document
Retard dans la présentation d'un sous-traitant après mise en demeure fixant un délai de 10 jours	1/1000ème du montant hors taxes du marché	par jour calendaire
Moyens technique mis en œuvre différents de ceux indiqués au mémoire technique	100	par constat
Moyens humains mis en œuvre différents de ceux indiqués au mémoire technique	100	par constat

Les pénalités sont indiquées hors taxes et ne sont pas assujetties à la TVA.

L'imposition des pénalités ci-dessus mentionnées ne fait pas obstacle à l'application des mesures prévues à l'article 46 du CCAG-travaux

En cas de force majeure, les faits générateurs des pénalités ci-dessus ne pourront pas être retenus contre le titulaire.

Les contrôles d'exécution pourront être réalisés par un agent de la Ville ou un prestataire extérieur missionné.

### **11.8 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

### **11.9 Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire**

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée à ses frais et risques conformément à l'article 48 du CCAG-travaux ou la résiliation du marché peut être décidée.

## **12 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## **13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- 13.7.5.1 aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- 13.7.5.2 aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **12.1 Travailleurs étrangers**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- une attestation délivrée par les administrations sociale et fiscale compétentes, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales, de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, et de paiement de ses impôts, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal à 10% du montant minimum du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Le ou les titulaires du marché, ainsi que les sous-traitants, sont tenus de faire porter par le personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur, en vertu des dispositions de l'article 31-5-1 du CCAG Travaux.

De même, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, tiendra un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier, et le mettra à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente.

## **12.2 Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

## **12.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

## **12.4 Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

# **13 CONDITIONS DE RESILIATION**

Nonobstant les cas de résiliation prévus au CCAG-travaux, le présent marché pourra également être résilié aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-5 et/ou de refus de produire les pièces mentionnées à l'article R.2143-7 du code de la commande publique qui sont à **fournir tous les six mois** par le titulaire et ses éventuels cotraitants et sous-traitants jusqu'à la fin de l'exécution du marché y compris pour les périodes de reconduction, à savoir : les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Ce motif de résiliation ne préjuge pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait tenter.